

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20230905-lmc1217891-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : jeudi 7 septembre 2023
Date d'affichage : 07/09/2023

**BUREAU METROPOLITAIN DU
MARDI 5 SEPTEMBRE 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	3
OBJET DE LA DECISION N° 23/378 CONSTITUTION DE SERVITUDES DE PASSAGE ET DE TREFONDS SUR LES PARCELLES SISES A LA SEYNE-SUR-MER QUARTIER COSTE CHAUDE CADASTREES BI0836, BI0693, BI0008 ET BI0651 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

M. Christian SIMON, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/378

BUREAU DU 5 SEPTEMBRE 2023

**O B J E T : CONSTITUTION DE SERVITUDES DE PASSAGE ET DE
TREFONDS SUR LES PARCELLES SISES A LA SEYNE-
SUR-MER QUARTIER COSTE CHAUDE CADASTREES
BI0836, BI0693, BI0008 ET BI0651 - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/075 en date du 4 mai 2023 portant élection du Président
de la Métropole,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président de Toulon Provence Méditerranée et au Bureau,

VU la délibération n°23-43 du 12 juin 2023 du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Var,

VU la délibération n°23-067 du Conseil Municipal de la commune de La Seyne-sur-Mer en date du 20 juin 2023,

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de La Seyne-sur-Mer,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire de la parcelle sise sur la commune de La Seyne-sur-Mer, chemin du Mauveou, quartier Coste Chaude, cadastrée section BI N°837, sur laquelle est implanté un bassin de rétention,

CONSIDERANT que pour prendre en compte les préconisations du Schéma Directeur des Eaux Pluviales, il est nécessaire de remodeler ce bassin de rétention et d'augmenter son volume, ce qui nécessite de surcreuser le fond du bassin à hauteur de 1 mètre,

CONSIDERANT que ces travaux nécessitent de modifier l'exutoire aval du bassin de rétention et de mettre en place une canalisation enterrée pour récupérer le fil d'eau dans le cours d'eau le Vallat du Loup situé en aval,

CONSIDERANT que ces travaux nécessitent de faire passer un réseau enterré, d'une part sur la parcelle cadastrée section BI n°693, située quartier Coste Chaude, appartenant à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours du Var (DD SIS), d'autre part, sur les parcelles situées quartier Coste Chaude cadastrées, section BI n°8 et 651 correspondants à l'assiette foncière de l'école élémentaire Jean-Jacques Rousseau, appartenant à la commune de La Seyne-sur-Mer,

CONSIDERANT que pour pouvoir accéder à ce bassin de rétention il est nécessaire de passer sur la parcelle cadastrée section BI n°836, appartenant à la DD SIS du Var,

CONSIDERANT que la réalisation de ces travaux nécessite l'établissement :

- D'une servitude de passage sur la parcelle située quartier Coste Chaude, appartenant à la DDSIS, cadastrée section BI n°836 (fonds servant), d'une longueur de 63ml et d'une largeur de 4 mètres, au bénéfice de la parcelle sise quartier Coste Chaude, cadastrée section BI n°837 (fond dominant),
- D'une servitude de passage et de tréfonds sur la parcelle sise quartier Coste Chaude, appartenant à la DDSIS, cadastrée section BI n°693 (fonds servant), d'une longueur de 30ml, diamètre 200 sur 0,20m de largeur et d'une profondeur de 3,50m à 3,60m, au bénéfice de la parcelle sise quartier Coste Chaude, cadastrée section BI n°837 (fonds dominant),
- D'une servitude de passage et de tréfonds sur les parcelles sises quartier Coste Chaude, appartenant à la commune de La Seyne-sur-Mer, cadastrées section BI n°8 et 651 (fonds servants), d'une longueur de 38ml, de diamètre 200 sur d'une largeur de 0,20m et d'une profondeur de 0,20 à 0,60m, au bénéfice de la parcelle sise quartier Coste Chaude, cadastrée section BI n°837 (fonds dominant),

CONSIDERANT que pour permettre la réalisation de ces travaux et préalablement à l'officialisation de ces servitudes, des conventions de servitude définissant les travaux à réaliser et les obligations de chaque partie doivent être signées entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, la DDSIS et la commune de La Seyne-sur-Mer,

CONSIDERANT que ces conventions de servitudes de passage et de tréfonds devront être officialisées par acte authentique,

CONSIDERANT que la commune de La Seyne-sur-Mer et la DDSIS ont donné leurs accords pour l'établissement de ces servitudes de passage et de tréfonds et la signature des conventions de servitudes et ont validé l'officialisation par acte authentique de l'établissement de ces servitudes de passage et de tréfonds,

CONSIDERANT qu'il convient d'autoriser Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer, d'une part ces conventions de servitudes, d'autre part, l'acte authentique officialisant l'établissement de ces servitudes de passage et de tréfonds,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE CONSTITUER :

- Une servitude de passage sur la parcelle située quartier Coste Chaude à La Seyne-sur-Mer, appartenant à la DDSIS, cadastrée section BI n°836 (fonds servant), d'une longueur de 63ml et d'une largeur de 4 mètres, au bénéfice de la parcelle sise quartier Coste Chaude, appartenant à la Métropole TPM et cadastrée section BI n°837 (fonds dominant).
- Une servitude de passage et de tréfonds sur la parcelle sise quartier Coste Chaude à La Seyne-sur-Mer, appartenant à la DDSIS, cadastrée section BI n°693 (fonds servant) d'une longueur de 30ml, diamètre 200 sur 0,20 m de largeur et d'une profondeur de 3,50m à 3,60m, au bénéfice de la parcelle appartenant à la Métropole TPM cadastrée section BI n°837 (fonds dominant).
- Une servitude de passage et de tréfonds sur les parcelles sises quartier Coste Chaude à La Seyne-sur-Mer, appartenant à la commune de La Seyne-sur-Mer, cadastrées section BI n°8 et 651 (fonds servants), d'une longueur de 38ml sur 0,20m de largeur d'une profondeur de 0,20 à 0,60m, au bénéfice de la parcelle appartenant à la Métropole TPM cadastrée section BI n°837 (fonds dominant).

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole à signer d'une part, les conventions de servitude de passage et de tréfonds avec la commune de La Seyne-sur-Mer et la DDSIS, d'autre part, signer l'acte notarié officialisant l'établissement de ces servitudes de passage et de tréfonds ainsi que tous les actes y afférents et faire et signer tous les actes permettant d'officialiser ces servitudes.

ARTICLE 4

DE DÉSIGNER Maître Gabriel ROQUEBERT, notaire à Ollioules aux fins de rédaction de l'ensemble des documents et actes nécessaires à l'officialisation de ces servitudes de passage et de tréfonds dont les frais d'actes seront supportés par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits nécessaires aux travaux sont inscrits au Budget Principal 2023 (et suivants) à l'opération n°23559 « études et aménagements des cours d'eau de La Seyne-sur-Mer ».

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 5 septembre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0

Convention de servitude

Entre les soussignés :

La Direction Départementale Des Services Incendie Et Secours - D.D.S.I.S – située au 24 allée Vaugrenier, 83490 Le Muy – concernant le centre de secours de la Seyne sur Mer situé Chemin de Mauvéou 83500 La Seyne sur Mer – Parcelles cadastrées section BI n°692-693-836, dûment habilité par délibération n° XX ... en date du....

Désignés ci-après par « le propriétaire » du fonds servant,

Et

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège situé 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON CEDEX 9, représentée par son Président Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Désignée ci-après par « La Métropole T.P.M. », bénéficiaire de la servitude

a. CONTEXTE DE L'OPERATION :

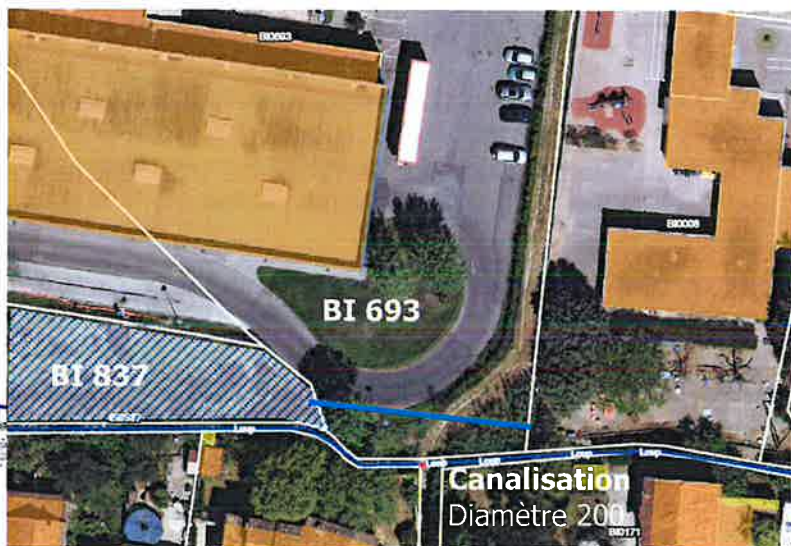
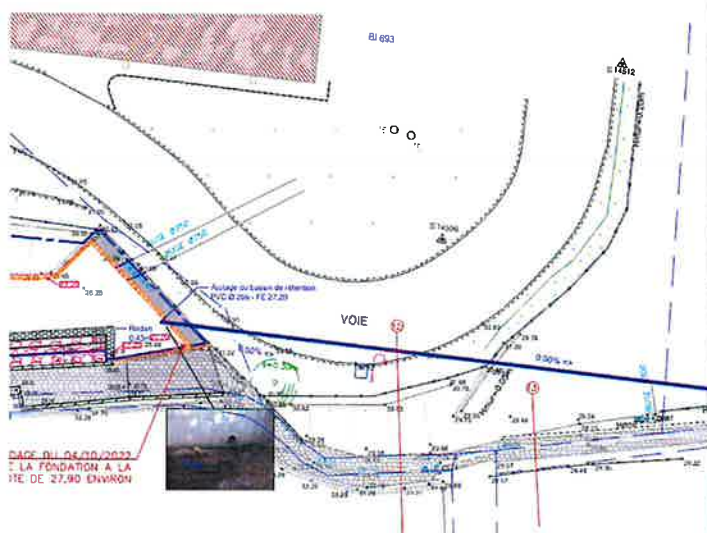
La Métropole TPM est propriétaire de la parcelle sise à La Seyne Sur Mer chemin du Mauveou cadastrée section BI n°837 correspondant à un bassin de rétention. Celui-ci n'est accessible que par la parcelle sise à La Seyne chemin du Mauvéou cadastrée section BI n° 836 appartenant à la Direction Départementale des services Incendie et secours D.D.S.I.S.



De plus, afin de prendre en compte les préconisations du Schéma Directeur des Eaux Pluviales, celui-ci va être remodelé pour augmenter son volume. Pour cela, le fond du bassin va être abaissé de 1 m passant de la cote 28.2 m NGF à la cote 27.2 m NGF.

Par conséquent, l'exutoire aval du bassin doit être modifié. Il va être nécessaire de mettre en place une nouvelle canalisation sur un linéaire de 30 m, enterrée sous la parcelle cadastrée section BI n°693, qui permettra de rejeter les eaux du bassin dans le vallon du Loup.

Schéma de principe :



b. OBJETS DE LA CONVENTION :

Au regard des éléments présentés ci-avant, la présente convention porte sur :

- Une proposition d'une servitude de passage en tréfonds sur la parcelle cadastrée section BI n°693 pour la pose d'une canalisation sur une longueur de 30 mètres linéaires, de diamètre 200 mm et sur une profondeur de 3,50/3,60 m (selon plan joint en ANNEXE 1) ;
- Une proposition d'une servitude d'accès au bassin de rétention sur la parcelle cadastrée section BI n°836 (selon plan joint en ANNEXE 1) ;
- L'autorisation d'engager les travaux au bénéfice de la Métropole TPM compétente en matière d'eaux pluviales ;
- Une demande de mise à disposition temporaire pour les besoins d'installation et de stockage du chantier d'une surface de 110 m² (Plan joint en ANNEXE 2) sur la parcelle cadastrée section BI n° 836, limitée à la durée des travaux pour une durée maximale de 4 mois (délai courant à compter de la date de démarrage des travaux prévue au 1/06/2023) ;
- L'entretien de l'ouvrage ; un entretien régulier de la canalisation sera effectué depuis la parcelle cadastrée section BI n°837 dont la Métropole TPM est propriétaire.

Les frais liés à ces opérations (travaux, remise en l'état et frais liés à l'acte notarié pour les servitudes) seront intégralement pris en charge par la Métropole TPM.

Ces autorisations seront formalisées entre les parties à travers la signature de la présente convention.

c. SERVITUDE :

ARTICLE 1 : DESIGNATION

Les servitudes sont consenties sur les parcelles désignées ci – après et matérialisées sur le plan parcellaire en annexe 1 à la convention et approuvée par les parties.

DESIGNATION DU FONDS SERVANT

Commune de la Seyne sur Mer

Référence cadastrale					Servitude	
Section	N°	Nature	Lieu-dit	Surface	Surf m²	Caractéristiques
BI	693	Sol	Mauvéou	5829	6 m²	30 ml x 0.2 m Profondeur : 3,50-3,60 m
BI	836	Voirie	Mauvéou	3425	300 m²	Voie d'accès
Total en m²					306 m²	

DESIGNATION DU FONDS DOMINANT

Les fonds dominants sont constitués par le Domaine Public de la Métropole et par la parcelle cadastrée section BI n°837 constituant un bassin de rétention.

ARTICLE 2 : OBJET DES SERVITUDES DE PASSAGE ET DE TREFONDS

Le propriétaire des fonds servants concède, à titre de servitudes réelles et perpétuelles, sous réserve qu'aucune modification de la destination dominant n'intervienne, au profit de la Métropole TPM ou à tout autre organisme qui viendrait par la suite et pour le même objet à lui être substituée, d'une part une servitude de passage sur la parcelle cadastrée section BI n°836 d'une emprise de 4 mètres de large sur une longueur de 63 mètres permettant d'accéder au bassin de rétention situé sur la parcelle cadastrée section BI n°837 et d'autre part une servitude de passage en tréfonds (canalisation sur 30 ml de diamètre 200mm et de profondeur 3,50 - 3,60 mètres) qui grèvera la parcelle cadastrée section BI n° 693. La Métropole TPM bénéficiera de ces servitudes dans les conditions d'exercice qui seront déterminées ci-après.

L'emprise de ces servitudes est matérialisée sur le plan en annexe 1 approuvé par les parties.

Les travaux consistent en la création de cette canalisation par fonçage.

Dans le cadre de ces travaux, le propriétaire du fonds servant susnommé accepte de laisser le libre accès à la Métropole TPM, sous réserve de ne pas entraver la mobilité des véhicules de secours, compétente en matière d'assainissement pluvial, ainsi qu'aux entreprises mandatées pour la préparation et l'exécution des travaux de la mise en œuvre de la canalisation.

Ceci pour la durée du chantier.

Il sera précisé que les servitudes ne sont consenties seulement et uniquement pour l'utilisation et l'entretien du bassin de rétention.

En cas de mutation de la destination du fonds cadastré section BI n° 837, les servitudes susvisées seront caduques. L'abandon de ces servitudes sera officialisé par acte notarié.

ARTICLE 3 : CHARGES ET CONDITIONS DE LA SERVITUDE

Consistances des travaux au niveau de la parcelle cadastrée section BI n° 693 :

Les travaux comprennent :

- Fonçage de la canalisation,

- Mise en place d'une canalisation (de diamètre 200 mm),
- Evacuation des déblais en filière appropriée,
- Remise en état des lieux. (Tous les équipements et matériaux dégradés durant les travaux feront l'objet d'un remplacement à l'identique aux frais de l'entreprise en charge des travaux).

Organisation générale du chantier :

- Un constat d'huissier contradictoire sera effectué aux frais de la métropole T.P.M. afin de consigner par écrit et support graphique (photos), l'état initial de la zone concernée par les travaux et environnant.
- La métropole T.P.M. s'engage à rendre, en fin de travaux, la zone concernée en son état initial, excepté les éventuelles modifications dues aux particularités prises en accord avec le propriétaire et consignées dans la présente convention.
- Le maître d'œuvre s'engage à être présent à toutes les réunions de chantiers, du début des travaux jusqu'à la remise en état de la parcelle, afin de garantir au propriétaire susnommé le respect des dispositions prévues par la présente convention.
- Le maître d'ouvrage s'engage à ne pas entraver les voies de circulation des véhicules de secours et à veiller à la mise en sécurité intégrale du chantier le temps des travaux.

Droit du propriétaire :

Le propriétaire du fonds servant conserve la pleine propriété des terrains grevés par les servitudes de passage et de tréfonds.

ARTICLE 4 : CARACTERE GRATUIT DES SERVITUDES

La réalisation des travaux envisagés contribuera à se conformer aux prescriptions du schéma directeur de gestion des eaux pluviales.

Par conséquent, compte tenu de l'intérêt général des travaux envisagés les présentes servitudes de passage et de tréfonds sont consenties gratuitement par le propriétaire.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS

Il est convenu entre les parties que la Métropole Toulon Provence Méditerranée pourra librement et à tout moment céder, transférer (ou renoncer) au bénéfice des présentes, seulement sous couvert que l'objet des servitudes reste inchangé tout comme son emprise et sous réserve d'en avvertir le propriétaire ou ses ayants droits par tout moyen permettant de donner date certaine.

Toute modification de la présente convention qui serait nécessaire, fera l'objet de la signature d'un avenant entre les parties et de la modification éventuelle de l'acte authentique officialisant l'établissement des servitudes de passage et de tréfonds qui sera publiée au service de la publicité foncière du bureau des Hypothèques compétent.

Le projet d'avenant devra au préalable être soumis à l'approbation du Conseil d'Administration du SDIS du Var.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DU PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT

Le propriétaire du fonds servant conserve sur les parcelles tous les droits compatibles avec l'exercice des servitudes ainsi constituées, mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification de la canalisation, sous réserve que le parfait entretien soit assuré.

Il s'interdit en outre de faire quoi que ce soit qui puisse porter atteinte à l'ouvrage :

- Ne réaliser aucune construction sur l'emprise de la servitude de passage et en tréfonds consentie ;
- S'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement et à la conservation de la canalisation et à n'entreprendre aucune opération de construction, de plantation ou exploitation qui soit susceptible d'endommager la canalisation ;
- N'effectuer aucune plantation d'arbre à fort développement racinaire ;
- Ne pas empêcher l'utilisation de la voie d'accès au bassin de rétention, sous réserve des contraintes opérationnelles de la caserne.

Le propriétaire du fonds servant s'engage à signer l'acte authentique réitérant la présente constitution de servitudes de passage et en tréfonds. Cet acte sera publié par le notaire chargé de l'établissement de ces servitudes et les frais seront supportés par la Métropole TPM.

Le propriétaire du fonds servant s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquerront des droits sur les parcelles objet des présentes en cas de transfert de propriété.

Le propriétaire du fonds servant s'engage à dénoncer les servitudes spécifiées ci-dessus à l'exploitant actuel en l'obligeant à les respecter en ses lieux et place, ainsi que dans l'avenir à tout exploitant des parcelles susvisées.

ARTICLE 7 ; Prérogatives dévolues au fonds dominant :

- De pouvoir pénétrer et d'exécuter tous les travaux nécessaires sur lesdites parcelles pour la construction, l'exploitation, la surveillance, l'entretien, la réparation, l'enlèvement de tout ou partie de la canalisation, et des ouvrages, accessoires, sous réserve de ne pas entraver les opérations de secours ;
- Pouvoir réaliser toute intervention de jour comme de nuit sur l'emprise des servitudes de passage et de tréfonds et cela 7 jours sur 7 ;
- Pouvoir accéder à tout moment pour quelque raison que ce soit au bassin de rétention situé sur la parcelle cadastrée section BI n° 837.

ARTICLE 8 : RENONCIATIONS – LITIGES

Les parties s'efforceront à régler les différends liés à l'exécution ou l'interprétation de la présente convention à l'amiable.

A défaut d'accord amiable, celui-ci devra être porté devant le Tribunal Administratif de TOULON.

ARTICLE 9 : PRISE D'EFFET DE LA SERVITUDE - DUREE

La présente convention prend effet à la date de signature par le dernier cosignataire. Elle est conclue pour la durée de l'ouvrage susvisé, ou de tout autre ouvrage qui pourrait lui être substitué sans modification de l'emprise existante. Ces servitudes seront authentifiées par acte notarié et publiées au service de la publicité foncière.

ARTICLE 10: DECLARATIONS FISCALES

La présente constitution de servitude ne donne lieu à aucune perception au profit du trésor public en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code Général des Impôts et sera soumise à la formalité fusionnée au service de la publicité foncière de TOULON.

ARTICLE 11 : CONTRIBUTION DE SECURITE IMMOBILIERE

Il est rappelé l'exonération de contribution de sécurité immobilière en vertu de l'article 1042 du Code Général des Impôts.

ARTICLE 12 : DECLARATIONS DIVERSES

Le propriétaire du fonds servant déclare :

- Qu'à sa connaissance l'immeuble n'est grevé, du chef des précédents propriétaires, d'aucune servitude autre que celle pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, des lois ou règlements d'urbanisme ou des titres de propriété antérieurs et qu'il n'a personnellement créé, ni laissé acquérir aucune servitude nouvelle sur l'immeuble,
- Que l'immeuble est libre de toute hypothèque et de tout privilège.

ARTICLE 13 : DELIVRANCE DES EXPEDITIONS

Une copie certifiée conforme dudit acte sera remise aux parties après publication.

ARTICLE 14 : FRAIS ET DROITS

Les frais et droits des présentes resteront à la charge de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, qui s'y oblige.

ARTICLE 15 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en la Métropole Toulon Provence Méditerranée susvisée.

ARTICLE 16 : DEPOT DE LA MINUTE

La minute du présent acte sera déposée aux archives de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 17 : AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que la présente servitude est consentie à titre gratuit ; elles reconnaissent avoir été informées des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

ARTICLE 18 : PUBLICITE FONCIERE - POUVOIRS

Une expédition des présentes sera publiée au Service de la Publicité Foncière compétent.

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les parties agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires au Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ou à tout autre représentant qu'elles désigneraient, à l'effet de faire et signer toutes déclarations, dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs des présentes, dans le but de mettre ces dernières en concordance avec le fichier immobilier, les documents cadastraux et d'état civil.

La présente convention de servitudes de passage et en tréfonds est formalisée par la signature d'un acte authentique officialisant l'établissement desdites servitudes et sera publié au service de la publicité foncière compétent.

ARTICLE 18 : CERTIFICATION D'IDENTITE

En application de l'article 75 du décret n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié par les décrets n° 98-516 du 23 juin 1998, n° 98-553 du 3 juillet 1998 et n°2021-1888 du 29 décembre 2021, le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soussigné, certifie que l'identité complète et les pouvoirs des parties dénommées tels qu'ils figurent en tête de l'acte lui ont été régulièrement justifiés.

DONT ACTE

Fait et passé les jour, mois et an susdits ;

Cet acte comprenant :

- Lettre(s) nulle(s) :
- Blanc(s) barré(s) :
- Ligne(s) entière(s) rayée(s) nulle(s) :
- Chiffre(s) nul(s) :
- Mot(s) nul(s) :
- Renvoi(s) :

Après lecture faite, les parties ont signé la présente convention.

Lu et approuvé,

à _____, le _____
Le représentant du SDIS,

à TOULON _____, le _____
Le président de la Métropole T.P.M.,

Pièces Jointes :

- ANNEXE 1 : Plan de la localisation de la canalisation et de la voie d'accès au bassin de rétention
- ANNEXE 2 – Plan mise à disposition temporaire
- ANNEXE 3 – Constat d'huissier



REPUBLIQUE FRANÇAISE

Commune de La Seyne-sur-Mer**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL****SEANCE DU 20 JUIN 2023**

Ville de La Seyne-sur-Mer
Département du Var
Arrondissement de Toulon

N°DEL_23_067

OBJET : CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE EN TRÉFONDS AU PROFIT DE LA MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE SUR LES PARCELLES COMMUNALES CADASTRÉES SECTION BI N° 8 ET BI N°651 ASSIETTES FONCIÈRES DE L'ÉCOLE PRIMAIRE JEAN-JACQUES ROUSSEAU

Nombre de CONSEILLERS en exercice : 49

L'an deux mille vingt trois, le vingt juin, à 08H30, le Conseil Municipal s'est réuni en Séance Publique en l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Nathalie BICAIS, Maire.

PRÉSENTS

Nathalie BICAIS, Christine SINQUIN, Gérard BECCARIA, Christelle LACHAUD, Cheikh MANSOUR, Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Joseph MINNITI, Véronique LEPORTOIS, Christian DUPLA, Yves DIMEGLIO, Daniel MARTINEZ, Lydie ONTENIENTE-DE ROIN, Christine CUNIBERTI, Bertrand PIN, Malika BAGHDAD, Dominique BAVIERA, Elisabeth GUES, Ludovic PONTONE, Catherine PENARD, Dominique LEXA, Alain BOYER, Valérie GUITTENNE, Didier RAULOT, Christophe PEURIERE, Fatiha PETER, Guillaume CAPOBIANCO, Kristelle VINCENT, Damien GUTTIEREZ, Sébastien GIOIA, Basma BOUCHKARA, Stéphane LANCELLOTTA, Bouchra REANO, Anthony CIVETTINI, Cassandra VERANI-LAI, Sandra TORRÉS, Isabelle DELYON, Olivier ANDRAU

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S)

Virginie SANCHEZ donne pouvoir à Bertrand PIN
Valérie KADDOURI donne pouvoir à Alain BOYER
Nathalie SORIANO donne pouvoir à Didier RAULOT
Corinne CHENET donne pouvoir à Catherine PENARD
Jean-Pierre COLIN donne pouvoir à Sébastien GIOIA
Sophie ROBERT donne pouvoir à Kristelle VINCENT
Ali GHARBI donne pouvoir à Guillaume CAPOBIANCO
Pascal TASSISTO donne pouvoir à Damien GUTTIEREZ
Narjès OUERGHI donne pouvoir à Gérard BECCARIA
Hakim BOUAKSA donne pouvoir à Bouchra REANO
Dorian MUNOZ donne pouvoir à Isabelle DELYON
Marie VIAZZI donne pouvoir à Sandra TORRÉS

Gérard BECCARIA a été désigné(e) pour remplir les fonctions de secrétaire.

LE CONSEIL AINSI CONSTITUÉ,

Rapporteur : Monsieur Christian DUPLA, Adjoint au Maire

DEL_23_067

Afin de se conformer au Schéma Directeur Pluvial de la Commune de La Seyne-sur-Mer, la Métropole Toulon Provence Méditerranée doit engager des travaux d'aménagement du bassin de rétention, implanté sur sa propriété cadastrée section BI n° 837.

Le volume de rétention d'eau de cet ouvrage nécessite d'être augmenté. Pour ce faire, il est nécessaire de surcreuser le fond du bassin à hauteur de 1 mètre.

Le fait de surcreuser implique de modifier l'exutoire aval du bassin et de mettre en place une canalisation enterrée pour récupérer le fil d'eau dans le Vallat dit du «Loup» situé plus en aval.

Ces travaux nécessitent de faire passer des réseaux enterrés notamment sur l'assiette foncière de l'école élémentaire Jean-Jacques ROUSSEAU. Les parcelles communales concernées sont cadastrées section BI n° 8 et n° 651.

Cette servitude reconnue d'intérêt général, est consentie à l'euro symbolique. À titre d'information, par avis en date du 17 avril 2023, les Services Fiscaux ont déterminé une valeur vénale de la servitude à 100 euros HT.

La servitude est traduite sous la forme d'une convention dont le projet est annexé à la présente délibération. Elle devra être entérinée par la conclusion d'un acte authentique dont les frais seront à la charge exclusive du demandeur.

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P),

Vu la demande de constitution de servitude adressée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

Vu le plan matérialisant l'implantation de la servitude,

Vu l'avis des domaines en date du 17 avril 2023,

Le Conseil Municipal,

Après avoir entendu l'exposé qui précède,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- d'approuver le projet de constitution de servitude tel que décrit ci-dessus,
- d'autoriser Madame le Maire ou son représentant à signer tous documents à intervenir en lien avec ce dossier.

LA DÉLIBÉRATION EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Pour Extrait conforme

Nathalie BICAIS
Maire de La Seyne-sur-Mer
Vice-Président de la Métropole
Toulon-Provence-Méditerranée
Conseiller Départemental du Var





Délibération n° 23 - 43

Séance du Conseil d'Administration : le 12 juin 2023

OBJET : Constitution d'une servitude de passage et d'une servitude en tréfonds au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM).

L'an deux mille vingt-trois et le douze juin à quinze heures et zéro minute, le conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Var s'est réuni en présentiel, à la DDSIS, sise 24 allée de Vaugrenier – ZAC des Ferrières au Muy, sous la présidence de Monsieur Dominique LAIN, Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours (CASDIS).

Etaient présents :

Membres élus avec voix délibérative

Membres élus Titulaire présents :

Martine ARENAS, Rolland BALBIS, Philippe BARTHELEMY, Paul BOUDOUBE, Fernand BRUN, Bernard CHILINI, Thomas DOMBRY, Françoise DUMONT, Françoise LEGRAIEN, Grégory LOEW, Hervé PHILIBERT, Ludovic PONTONE, Laëtitia QUILICI, Louis REYNIER, René UGO.

Absents excusés représentés par leur suppléant :

Christophe CHIOCCA représenté par Sonia LAUVARD, Emilien LEONI représenté par Guy LE BERRE.

Absents excusés non représentés par leur suppléant :

Thierry ALBERTINI, Nathalie BICAIS, Didier BREMOND, Caroline DEPALLENS, André GARRON, Philippe LEONELLI, Christine NICCOLETTI, Patrick MARTINELLI, Nathalie PEREZ-LEROUX, Claude PIANETTI, Andrée SAMAT.

Pouvoir :

Membres élus suppléants sans voix délibérative dont le titulaire est présent :

Membres de droit :

Présent :

Absents excusés représentés par leur suppléant :

Monsieur Evence RICHARD, Préfet du Var représenté par Madame Houda VERNHET, Directrice de cabinet.

Absent excusé :

Madame Nathalie BLANC, Payeur Départemental.

Membres de droit avec voix consultative :

Présents :

Contrôleur-Général Éric GROHIN, Directeur Départemental.

Médecin de classe exceptionnelle Laure DROIN, médecin-chef, sous-directrice Santé.

Lieutenant Jean-Luc DECITRE, Président de l'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers du Var.

Absent excusé :

Membres élus avec voix consultative :

Présents :

Commandant Ollivier LAMARQUE

Lieutenant Jean-Pierre MELI

Adjudant Guillaume CIVRAY

Capitaine Hervé PENAUD

Absent excusé représenté par son suppléant :

Monsieur Bruno HYVERNAT représenté par Monsieur Jean-Paul LIMASSET.

Absent excusé :

Membres élus suppléants sans voix consultative dont le titulaire est présent :

Adjudant François DE LA OSA

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

Vu le projet de délibération n° 23-43 en date du 12 juin 2023,

Exposé des motifs

Envoyé en préfecture le 22/06/2023

Reçu en préfecture le 22/06/2023

Publié le

ID : 083-288300403-20230622-23_43_2-DE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) est propriétaire de Mer (83500), chemin du Mauveou, cadastrée section BI n° 837, correspondant à n° 836, appartenant au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Var.

Afin de prendre en compte les préconisations du Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales, des travaux doivent être entrepris sur ledit bassin de rétention pour augmenter son volume.

Pour ce faire, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a soumis à la SDIS du Var une convention portant sur la création d'une servitude de passage et d'une servitude en tréfonds pour la pose d'une canalisation souterraine, au profit de la parcelle cadastrée section BI n° 837 et devant grever les parcelles cadastrées section BI n° 836 et 693 (propriété du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Var).

La création de ces servitudes engendrera des travaux à la charge de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Aussi, cette dernière sollicite du SDIS du Var une mise à disposition temporaire de la parcelle cadastrée section BI n° 836, pour les besoins d'installation et de stockage du chantier.

Les frais liés à ces opérations (travaux, remise en l'état et frais afférents à l'acte authentique reçu par un notaire) seront intégralement pris en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant l'exposé des motifs,
Et après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'AUTORISER** la constitution d'une servitude de passage et d'une servitude en tréfonds, au profit de la parcelle sise à La Seyne sur Mer (83500), cadastrée section BI n° 837, et devant grever les parcelles sises sur la même commune et cadastrées section BI n° 836 et 693.
- **D'APPROUVER** le projet de convention de servitudes établi par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, ainsi que le plan joint au dit projet (Annexes).
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du conseil d'administration à signer l'acte authentique de constitution de servitudes et plus généralement à signer toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaire à la création desdites servitudes.
- **D'AUTORISER** la Métropole Toulon Provence Méditerranée à engager les travaux portant sur le bassin de rétention situé sur la parcelle cadastrée section BI n° 837, lui appartenant, au moyen des servitudes susvisées.
- **DE METTRE A DISPOSITION** de manière temporaire, pour les besoins d'installation et de stockage du chantier, une surface de 110 m² sise sur la parcelle cadastrée section BI n° 836, telle que figurée sur le plan joint à la convention de servitude (Annexe 2).
- **DE CONSTATER** que les frais afférents à la constitution des servitudes seront intégralement pris en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.
- **DE DIRE** que Monsieur le Président du conseil d'administration pourra déléguer sa signature à tout clerc ou employé domicilié professionnellement en l'étude du notaire missionné par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour signer les actes ou formalités nécessaires à la création des servitudes, dans le cadre de ses pouvoirs propres d'exécution des délibérations tels que prévus à l'article L 1424-30 du Code général des collectivités territoriales.

Adopté à l'unanimité

Signé par : Dominique LAIN
Date : 22/06/2023
Qualité : Président CA - Marchés et engagements

Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Toulon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de deux mois, à compter de l'accomplissement des formalités de publicité.
Le tribunal administratif de Toulon peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par à partir le site internet www.telerecours.fr.

Convention de servitude

Entre les soussignés :

La Direction Départementale Des Services D'Incendie Et De Secours - D.D.S.I.S – située au 24 allée Vaugrenier, 83490 Le Muy – concernant le centre de secours de la Seyne sur Mer situé Chemin de Mauvéou 83500 La Seyne sur Mer – Parcelles cadastrées section BI n° 692-693-836, dûment habilité par délibération n° 23- ... en date du 12 juin 2023.

Désignés ci-après par « le propriétaire » du fonds servant,

Et

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège situé 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON CEDEX 9, représentée par son Président Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Désignée ci-après par « La Métropole T.P.M. », bénéficiaire de la servitude

a. CONTEXTE DE L'OPERATION :

La Métropole TPM est propriétaire de la parcelle sise à La Seyne Sur Mer chemin du Mauveou cadastrée section BI n° 837 correspondant à un bassin de rétention. Celui-ci n'est accessible que par la parcelle sise à La Seyne chemin du Mauvéou cadastrée section BI n° 836 appartenant à la Direction Départementale des Services Incendie et Secours (D.D.S.I.S.)

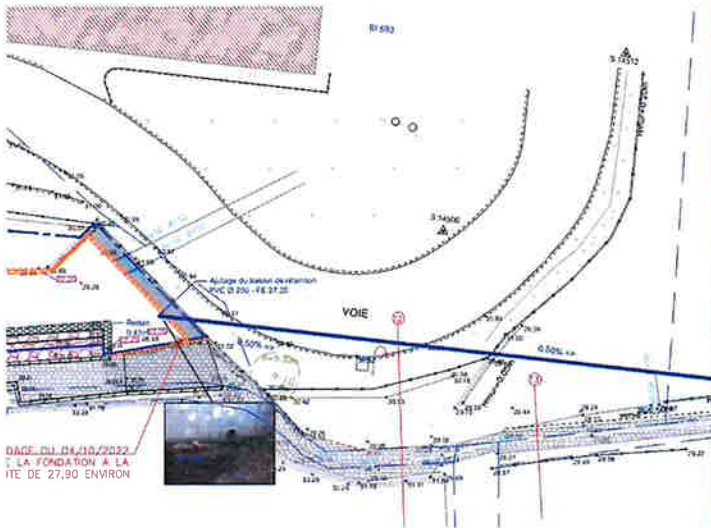


De plus, afin de prendre en compte les préconisations du Schéma Directeur des Eaux Pluviales, celui-ci va être remodelé pour augmenter son volume. Pour cela, le fond du bassin va être abaissé de 1 m passant de la cote 28.2 m NGF à la cote 27.2 m NGF.

SLOW

Par conséquent, l'exutoire aval du bassin doit être modifié. Il va être nécessaire de mettre en place une nouvelle canalisation sur un linéaire de 30 m, enterrée sous la parcelle cadastrée section BI n°693, qui permettra de rejeter les eaux du bassin dans le vallon du Loup.

Schéma de principe :



b. OBJETS DE LA CONVENTION :

Au regard des éléments présentés ci-avant, la présente convention porte sur :

- Une proposition d'une servitude de passage en tréfonds sur la parcelle cadastrée section BI n° 693 pour la pose d'une canalisation sur une longueur de 30 mètres linéaires, de diamètre 200 mm et sur une profondeur de 3,50/3,60 m (selon plan joint en ANNEXE 1) ;
- Une proposition d'une servitude d'accès au bassin de rétention sur la parcelle cadastrée section BI n°836 (selon plan joint en ANNEXE 1) ;
- L'autorisation d'engager les travaux au bénéfice de la Métropole TPM compétente en matière d'eaux pluviales ;
- Une demande de mise à disposition temporaire pour les besoins d'installation et de stockage du chantier d'une surface de 110 m² (Plan joint en ANNEXE 2) sur la parcelle cadastrée section BI n° 836, limitée à la durée des travaux pour une durée maximale de 4 mois (délai courant à compter de la date de démarrage des travaux prévue au 1/06/2023) ;
- L'entretien de l'ouvrage ; un entretien régulier de la canalisation sera effectué depuis la parcelle cadastrée section BI n°837 dont la Métropole TPM est propriétaire.

Les frais liés à ces opérations (travaux, remise en l'état et frais liés à l'acte notarié pour les servitudes) seront intégralement pris en charge par la Métropole TPM.

Ces autorisations seront formalisées entre les parties à travers la signature de la présente convention.

C. SERVITUDE :**ARTICLE 1 : DESIGNATION**

Les servitudes sont consenties sur les parcelles désignées ci – après et matérialisées sur le plan parcellaire en annexe 1 à la convention et approuvée par les parties.

DESIGNATION DU FONDS SERVANT

Commune de la Seyne sur Mer

Référence cadastrale					Servitude	
Section	N°	Nature	Lieu-dit	Surface	Surf m²	Caractéristiques
BI	693	Sol	Mauvéou	5829	6 m²	30 ml x 0.2 m Profondeur : 3,50-3,60 m
BI	836	Voirie	Mauvéou	3425	300 m²	Voie d'accès
Total en m²					306 m²	

DESIGNATION DU FONDS DOMINANT

Les fonds dominants sont constitués par le Domaine Public de la Métropole et par la parcelle cadastrée section BI n°837 constituant un bassin de rétention.

ARTICLE 2 : OBJET DES SERVITUDES DE PASSAGE ET DE TREFONDS

Le propriétaire des fonds servants concède, à titre de servitudes réelles et perpétuelles, sous réserve qu'aucune modification de la destination dominant n'intervienne, au profit de la Métropole TPM ou à tout autre organisme qui viendrait par la suite et pour le même objet à lui être substituée, d'une part une servitude de passage sur la parcelle cadastrée section BI n°693 d'une emprise de 4 mètres de large sur une longueur de 63 mètres permettant d'accéder au bassin de rétention situé sur la parcelle cadastrée section BI n°837 et d'autre part une servitude de passage en tréfonds (canalisation sur 30 ml de diamètre 200 mm et de profondeur 3,50 - 3,60 mètres) qui grèvera la parcelle cadastrée section BI n° 836. La Métropole TPM bénéficiera de ces servitudes dans les conditions d'exercice qui seront déterminées ci-après.

L'emprise de ces servitudes est matérialisée sur le plan en annexe 1 approuvé par les parties.

Les travaux consistent en la création de cette canalisation par fonçage.

Dans le cadre de ces travaux, le propriétaire du fonds servant susnommé accepte de laisser le libre accès à la Métropole TPM, sous réserve de ne pas entraver la mobilité des véhicules de secours, compétente en matière d'assainissement pluvial, ainsi qu'aux entreprises mandatées pour la préparation et l'exécution des travaux de la mise en œuvre de la canalisation.

Ceci pour la durée du chantier.

Il sera précisé que les servitudes ne sont consenties seulement et uniquement pour l'utilisation et l'entretien du bassin de rétention.

En cas de mutation de la destination du fonds cadastré section BI n° 837, les servitudes susvisées seront caduques. L'abandon de ces servitudes sera officialisé par acte notarié.

510

ARTICLE 3 : CHARGES ET CONDITIONS DE LA SERVITUDE

Consistances des travaux au niveau de la parcelle cadastrée section BI n° 693 :

Les travaux comprennent :

- Fonçage de la canalisation,
- Mise en place d'une canalisation (de diamètre 200 mm),
- Evacuation des déblais en filière appropriée,
- Remise en état des lieux. (Tous les équipements et matériaux dégradés durant les travaux feront l'objet d'un remplacement à l'identique aux frais de l'entreprise en charge des travaux).

Organisation générale du chantier :

- Un constat d'huissier contradictoire sera effectué aux frais de la métropole T.P.M. afin de consigner par écrit et support graphique (photos), l'état initial de la zone concernée par les travaux et environnant.
- La métropole T.P.M. s'engage à rendre, en fin de travaux, la zone concernée en son état initial, excepté les éventuelles modifications dues aux particularités prises en accord avec le propriétaire et consignées dans la présente convention.
- Le maître d'œuvre s'engage à être présent à toutes les réunions de chantiers, du début des travaux jusqu'à la remise en état de la parcelle, afin de garantir au propriétaire susnommé le respect des dispositions prévues par la présente convention.
- Le maître d'ouvrage s'engage à ne pas entraver les voies de circulation des véhicules de secours et à veiller à la mise en sécurité intégrale du chantier le temps des travaux.

Droit du propriétaire :

Le propriétaire du fonds servant conserve la pleine propriété des terrains grevés par les servitudes de passage et de tréfonds.

ARTICLE 4 : CARACTERE GRATUIT DES SERVITUDES

La réalisation des travaux envisagés contribuera à se conformer aux prescriptions du schéma directeur de gestion des eaux pluviales.

Par conséquent, compte tenu de l'intérêt général des travaux envisagés les présentes servitudes de passage et de tréfonds sont consenties gratuitement par le propriétaire.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS

Il est convenu entre les parties que la Métropole Toulon Provence Méditerranée pourra librement et à tout moment céder, transférer (ou renoncer) au bénéfice des présentes, seulement sous couvert que l'objet des servitudes reste inchangé tout comme son emprise et sous réserve d'en avertir le propriétaire ou ses ayants droits par tout moyen permettant de donner date certaine.

Toute modification de la présente convention qui serait nécessaire, fera l'objet de la signature d'un avenant entre les parties et de la modification éventuelle de l'acte authentique officialisant l'établissement des servitudes de passage et de tréfonds qui sera publiée au service de la publicité foncière du bureau des Hypothèques compétent.

Le projet d'avenant devra au préalable être soumis à l'approbation du Conseil d'Administration du SDIS du Var.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DU PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT

Le propriétaire du fonds servant conserve sur les parcelles tous les droits compatibles avec l'exercice des servitudes ainsi constituées, mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification de la canalisation, sous réserve que le parfait entretien soit assuré.

Il s'interdit en outre de faire quoi que ce soit qui puisse porter atteinte à l'ouvrage :

- Ne réaliser aucune construction sur l'emprise de la servitude de passage et en tréfonds consentie ;
- S'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement et à la conservation de la canalisation et à n'entreprendre aucune opération de construction, de plantation ou exploitation qui soit susceptible d'endommager la canalisation ;
- N'effectuer aucune plantation d'arbre à fort développement racinaire ;
- Ne pas empêcher l'utilisation de la voie d'accès au bassin de rétention, sous réserve des contraintes opérationnelles de la caserne.

Le propriétaire du fonds servant s'engage à signer l'acte authentique réitérant la présente constitution de servitudes de passage et en tréfonds. Cet acte sera publié par le notaire chargé de l'établissement de ces servitudes et les frais seront supportés par la Métropole TPM.

Le propriétaire du fonds servant s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquerront des droits sur les parcelles objet des présentes en cas de transfert de propriété.

Le propriétaire du fonds servant s'engage à dénoncer les servitudes spécifiées ci-dessus à l'exploitant actuel en l'obligeant à les respecter en ses lieux et place, ainsi que dans l'avenir à tout exploitant des parcelles susvisées.

ARTICLE 7 : Prérogatives dévolues au fonds dominant :

- De pouvoir pénétrer et d'exécuter tous les travaux nécessaires sur lesdites parcelles pour la construction, l'exploitation, la surveillance, l'entretien, la réparation, l'enlèvement de tout ou partie de la canalisation, et des ouvrages, accessoires, sous réserve de ne pas entraver les opérations de secours ;
- Pouvoir réaliser toute intervention de jour comme de nuit sur l'emprise des servitudes de passage et de tréfonds et cela 7 jours sur 7 ;
- Pouvoir accéder à tout moment pour quelque raison que ce soit au bassin de rétention situé sur la parcelle cadastrée section BI n° 837.

ARTICLE 8 : RENONCIATIONS – LITIGES

Les parties s'efforceront à régler les différends liés à l'exécution ou l'interprétation de la présente convention à l'amiable.

A défaut d'accord amiable, celui-ci devra être porté devant le Tribunal Administratif de TOULON.

ARTICLE 9 : PRISE D'EFFET DE LA SERVITUDE - DUREE

La présente convention prend effet à la date de signature par le dernier cosignataire. Elle est conclue pour la durée de l'ouvrage susvisé, ou de tout autre ouvrage qui pourrait lui être substitué sans modification de l'emprise existante. Ces servitudes seront authentifiées par acte notarié et publiées au service de la publicité foncière.

ARTICLE 10: DECLARATIONS FISCALES

La présente constitution de servitude ne donne lieu à aucune perception au profit du trésor public en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code Général des Impôts et sera soumise à la formalité fusionnée au service de la publicité foncière de TOULON.

ARTICLE 11 : CONTRIBUTION DE SECURITE IMMOBILIERE

Il est rappelé l'exonération de contribution de sécurité immobilière en vertu de l'article 1042 du Code Général des Impôts.

ARTICLE 12 : DECLARATIONS DIVERSES

Le propriétaire du fonds servant déclare :

- Qu'à sa connaissance l'immeuble n'est grevé, du chef des précédents propriétaires, d'aucune servitude autre que celle pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, des lois ou règlements d'urbanisme ou des titres de propriété antérieurs et qu'il n'a personnellement créé, ni laissé acquérir aucune servitude nouvelle sur l'immeuble,
- Que l'immeuble est libre de toute hypothèque et de tout privilège.

ARTICLE 13 : DELIVRANCE DES EXPEDITIONS

Une copie certifiée conforme dudit acte sera remise aux parties après publication.

ARTICLE 14 : FRAIS ET DROITS

Les frais et droits des présentes resteront à la charge de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, qui s'y oblige.

ARTICLE 15 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en la Métropole Toulon Provence Méditerranée susvisée.

ARTICLE 16 : DEPOT DE LA MINUTE

La minute du présent acte sera déposée aux archives de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 17 : AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que la présente servitude est consentie à titre gratuit ; elles reconnaissent avoir été informées des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

ARTICLE 18 : PUBLICITE FONCIERE - POUVOIRS

Une expédition des présentes sera publiée au Service de la Publicité Foncière compétent.

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les parties agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires au Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ou à tout autre représentant qu'elles désigneraient, à l'effet de faire

SLOW

et signer toutes déclarations, dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs des présentes, dans le but de mettre ces dernières en concordance avec le fichier immobilier, les documents cadastraux et d'état civil.

La présente convention de servitudes de passage et en tréfonds est formalisée par la signature d'un acte authentique officialisant l'établissement desdites servitudes et sera publié au service de la publicité foncière compétent.

ARTICLE 18 : CERTIFICATION D'IDENTITE

En application de l'article 75 du décret n° 55-1350 du 14 octobre 1955 modifié par les décrets n° 98-516 du 23 juin 1998, n° 98-553 du 3 juillet 1998 et n° 2021-1888 du 29 décembre 2021, le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soussigné, certifie que l'identité complète et les pouvoirs des parties dénommées tels qu'ils figurent en tête de l'acte lui ont été régulièrement justifiés.

DONT ACTE

Fait et passé les jour, mois et an susdits ;

Cet acte comprenant :

- Lettre(s) nulle(s) :
- Blanc(s) barré(s) :
- Ligne(s) entière(s) rayée(s) nulle(s) :
- Chiffre(s) nul(s) :
- Mot(s) nul(s) :
- Renvoi(s) :

Après lecture faite, les parties ont signé la présente convention.

Lu et approuvé,

à _____, le

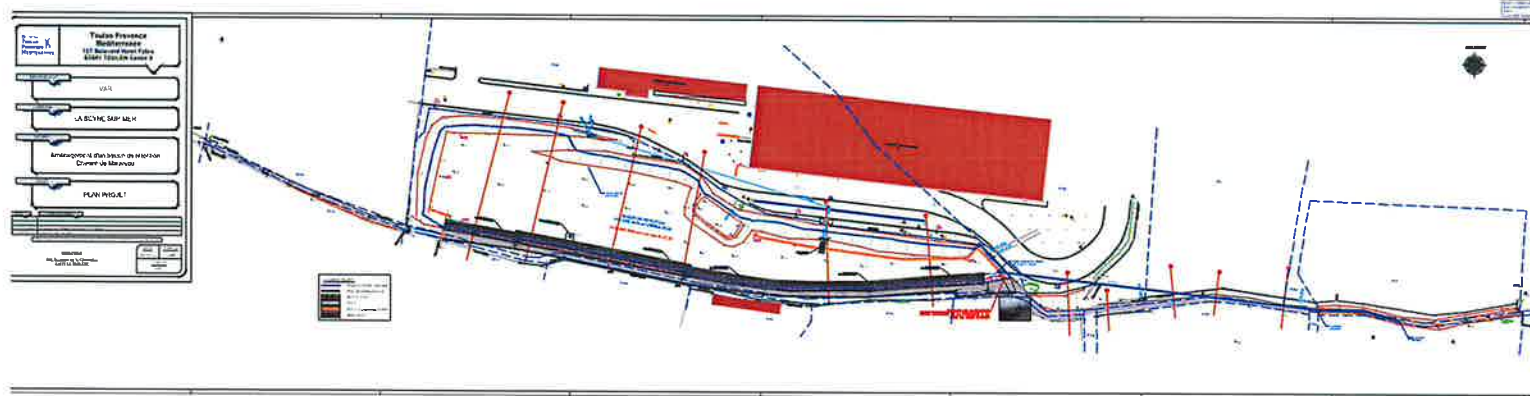
Le représentant du SDIS,

à TOULON _____, le

Le président de la Métropole T.P.M.,

Pièces Jointes :

- ANNEXE 1 : Plan de la localisation de la canalisation et de la voie d'accès au bassin de rétention
- ANNEXE 2 : Plan mise à disposition temporaire
- ANNEXE 3 : Constat d'huissier



ID: 083-288300403-20230622-23_43_2-DE

3 510

Département :
VAR

Commune :
LA SEYNE SUR MER

Section : BI
Feuille : 000 BI 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1500

Date d'édition : 30/03/2023
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Envoyé en préfecture le 22/06/2023

Reçu en préfecture le 22/06/2023

Publié le

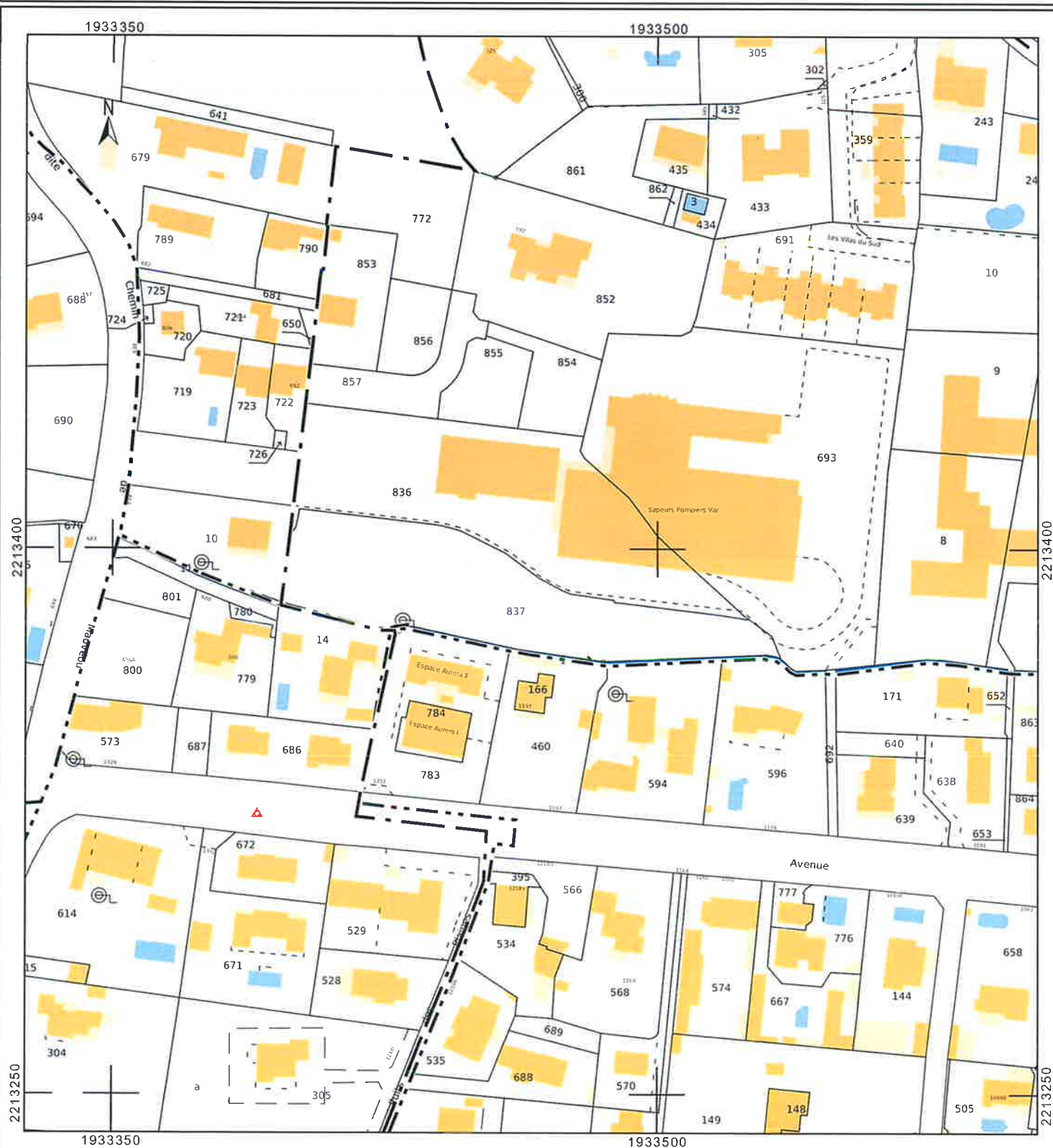
ID : 083-288300403-20230622-23_43_2-DE

SLOW

83071
83071 TOULON CEDEX
tél, 04 94 03 95 01 -fax
cdif.toulon@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Convention de servitude

- **Entre les soussignés :**

La commune de la Seyne sur Mer – située 20 Quai Saturnin Fabre, 83500 La Seyne-sur-Mer- Parcelles cadastrées section BI n°8-651, représentée par son maire Nathalie BICAIS.

Désignée ci-après par « le propriétaire » du fonds servant,

- **Et le Maître d'Ouvrage :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège situé 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON CEDEX 9, représentée par son Président Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Désignée ci-après par « La Métropole T.P.M. », bénéficiaire de la servitude

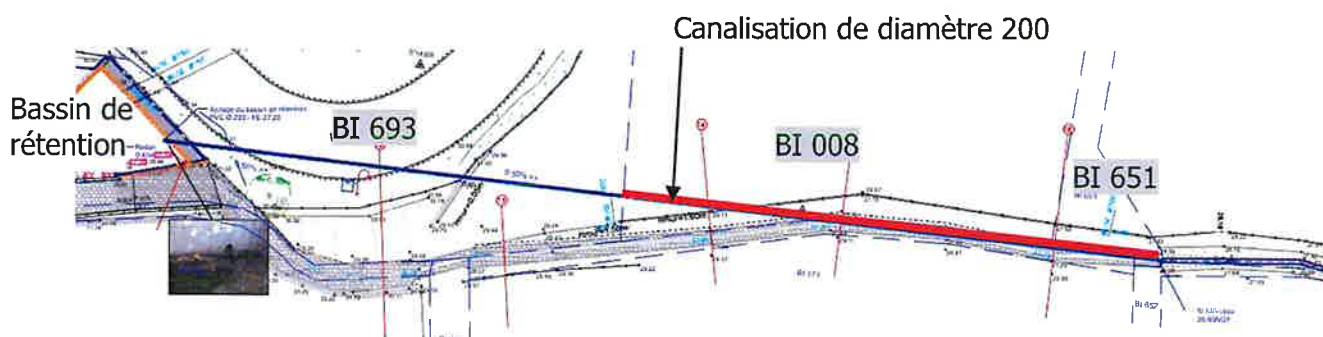
a. CONTEXTE DE L'OPERATION :

La Métropole TPM est propriétaire de la parcelle sise à La Seyne Sur Mer chemin du Mauveou cadastrée section BI n°837 correspondant à un bassin de rétention. Afin de prendre en compte les préconisations du Schéma Directeur des Eaux Pluviales, celui-ci va être remodelé pour augmenter son volume. Pour cela, le fond du bassin va être abaissé de 1 m passant de la cote 28.2 m NGF à la cote 27.2 m NGF.

Par conséquent, l'exutoire aval du bassin doit être modifié. Il va être nécessaire de mettre en place une nouvelle canalisation sur un linéaire de 38 m, enterrée sous les parcelles cadastrées section BI n°8 et n°651, qui permettra de rejeter les eaux du bassin dans le vallon du Loup.

Schéma de principe :





b. OBJETS DE LA CONVENTION :

Au regard des éléments présentés ci-avant, la présente convention porte sur :

- Une proposition d'une servitude de passage en tréfonds sur les parcelles cadastrées section BI n°008 et n°651 pour la pose d'une canalisation sur une longueur de 38 mètres linéaires, de diamètre 200 mm et sur une profondeur de 0,20/0,60 m (selon plan joint en ANNEXE 1) ;
- L'autorisation d'engager les travaux au bénéfice de la Métropole TPM compétente en matière d'eaux pluviales ;
- L'entretien de l'ouvrage ; un entretien régulier de la canalisation sera effectué depuis la parcelle cadastrée section BI n°837 dont la Métropole TPM est propriétaire.

Les frais liés à ces opérations (travaux, remise en l'état si nécessaire et frais liés à l'acte notarié pour la servitude) seront intégralement pris en charge par la Métropole TPM.

Ces autorisations seront formalisées entre les parties à travers la signature de la présente convention.

c. SERVITUDE :

ARTICLE 1 : DESIGNATION

La servitude est consentie sur les parcelles désignées ci – après et matérialisées sur le plan parcellaire en annexe 1 à la convention et approuvée par les parties.

DESIGNATION DU FONDS SERVANT

Commune de la *Seyne sur Mer*

Référence cadastrale					Servitude	
Section	N°	Nature	Lieu-dit	Surface m²	Surf m²	Caractéristiques
BI	8	Sol	Mauvéou	1925	6 m²	30 ml x 0.2 m Profondeur : 0.60-0.30 m
BI	651	Sol	Mauvéou	9361	1,6 m²	8 ml x 0.2 m Profondeur : 0.30-0.20 m
Total en m²					7,6 m²	

DESIGNATION DU FONDS DOMINANT

Les fonds dominants sont constitués par le Domaine Public de la Métropole et par la parcelle cadastrée section BI N°837 constituant un bassin de rétention.

ARTICLE 2 : OBJET DE LA SERVITUDE DE PASSAGE EN TREFONDS

Le propriétaire des fonds servants concède, à titre de servitude réelle et perpétuelle, au profit de la Métropole TPM ou à tout autre organisme qui viendrait par la suite et pour le même objet à lui être substituée, une servitude de passage en tréfonds (canalisation sur 38 ml de diamètre 200mm et de profondeur 0,60 - 0,20 mètres) qui grèvera les parcelles cadastrées section BI N°8 et BI N°651. La Métropole TPM bénéficiera de cette servitude dans les conditions d'exercice qui seront déterminées ci-après.

L'emprise de cette servitude est matérialisée sur le plan en annexe 1 approuvé par les parties.

Les travaux consistent en la création de cette canalisation par fonçage.

Dans le cadre de ces travaux, le propriétaire du fonds servant susnommé accepte de laisser le libre accès à la Métropole TPM, compétente en matière d'assainissement pluvial, ainsi qu'aux entreprises mandatées pour la préparation et l'exécution des travaux de la mise en œuvre de la canalisation.

Ceci pour la durée du chantier.

ARTICLE 3 : CHARGES ET CONDITIONS DE LA SERVITUDE

Consistances des travaux au niveau des parcelles cadastrées section BI n°008 et BI n°651 :

Les travaux comprennent :

- Fonçage de la canalisation,
- Mise en place d'une canalisation (de diamètre 200 mm),
- Evacuation des déblais en filière appropriée,
- Remise en état des lieux. (Tous les équipements et matériaux dégradés durant les travaux feront l'objet d'un remplacement à l'identique aux frais de l'entreprise en charge des travaux).

Organisation générale du chantier :

- Un constat d'huissier sera effectué aux frais de la métropole T.P.M. afin de consigner par écrit et support graphique (photos), et en accord avec le propriétaire, l'état initial de la zone concernée par les travaux et environnant.
- La métropole T.P.M. s'engage à rendre, en fin de travaux, la zone concernée en son état initial, excepté les éventuelles modifications dues aux particularités prises en accord avec le propriétaire et consignées dans la présente convention.
- Le maître d'œuvre s'engage à être présent à toutes les réunions de chantiers, du début des travaux jusqu'à la remise en état de la parcelle, afin de garantir au propriétaire susnommé le respect des dispositions prévues par la présente convention.

Droit du propriétaire :

Le propriétaire du fonds servant conserve la pleine propriété des terrains grevés par la servitude de passage en tréfonds.

ARTICLE 4 : CARACTERE GRATUIT DE LA SERVITUDE

La réalisation des travaux envisagés contribuera à se conformer aux prescriptions du schéma directeur des eaux pluviales.

Par conséquent, compte tenu de l'intérêt général des travaux envisagés la présente servitude de passage en tréfonds est consentie gratuitement par le propriétaire.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS

Il est convenu entre les parties que la Métropole Toulon Provence Méditerranée pourra librement et à tout moment céder, transférer (ou renoncer) au bénéfice de la présente, seulement sous couvert que l'objet de la servitude reste inchangé tout comme son emprise et sous réserve d'en avertir le propriétaire ou ses ayants droits par tout moyen permettant de donner date certaine.

Toute modification de la présente convention qui serait nécessaire, fera l'objet de la signature d'un avenant entre les parties, et de la modification éventuelle de l'acte authentique officialisant l'établissement de la servitude de passage en tréfonds qui sera publiée au service de la publicité foncière du bureau des Hypothèques compétent.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DU PROPRIETAIRE DU FONDS SERVANT

Le propriétaire du fonds servant conserve sur les parcelles tous les droits compatibles avec l'exercice de la servitude ainsi constituée, mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification de la canalisation.

Il s'interdit en outre de faire quoi que ce soit qui puisse porter atteinte à l'ouvrage :

- Ne réaliser aucune construction sur l'emprise de la servitude de passage en tréfonds consentie ;
- S'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement et à la conservation de la canalisation et à n'entreprendre aucune opération de construction, de plantation ou exploitation qui soit susceptible d'endommager la canalisation ;
- N'effectuer aucune plantation d'arbre à fort développement racinaire ;
- A signer l'acte authentique réitérant la présente constitution de servitude de passage en tréfonds. Cet acte sera publié par le notaire chargé de l'établissement de cette servitude et les frais seront supportés par la Métropole TPM.

Le propriétaire du fonds servant s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquerront des droits sur les parcelles objet de la présente en cas de transfert de propriété.

Le propriétaire du fonds servant s'engage à dénoncer le servitude spécifiée ci-dessus à l'exploitant actuel en l'obligeant à la respecter en ses lieux et place, ainsi que dans l'avenir à tout exploitant des parcelles susvisées.

ARTICLE 7 ; Prérrogatives dévolues au fonds dominant :

- De pouvoir pénétrer et d'exécuter tous les travaux nécessaires sur lesdites parcelles pour la construction, l'exploitation, la surveillance, l'entretien, la réparation, l'enlèvement de tout ou partie de la canalisation, et des ouvrages, accessoires
- Pouvoir réaliser toute intervention de jour comme de nuit sur l'emprise de la servitude de passage en tréfonds et cela 7 jours sur 7.

ARTICLE 8 : RENONCIATIONS – LITIGES

Au moyen de la présente, le propriétaire du fonds servant soussigné, s'engage à renoncer à toute réclamation envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

A défaut d'accord amiable, tout litige devra être porté devant le tribunal administratif de TOULON.

ARTICLE 9 : PRISE D'EFFET DE LA SERVITUDE - DUREE

La présente convention prend effet à la date de signature par le dernier cosignataire, elle est conclue pour la durée de l'ouvrage susvisé, ou de tout autre ouvrage qui pourrait lui être substitué sans modification de l'emprise existante. Cette servitude sera authentifiée par acte notarié et publiées au service de la publicité foncière.

ARTICLE 10 : DECLARATIONS FISCALES

La présente constitution de servitude ne donne lieu à aucune perception au profit du trésor public en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code Général des Impôts et sera soumise à la formalité fusionnée au service de la publicité foncière de TOULON.

ARTICLE 11 : CONTRIBUTION DE SECURITE IMMOBILIERE

Il est rappelé l'exonération de contribution de sécurité immobilière en vertu de l'article 1042 du Code Général des Impôts.

ARTICLE 12 : DECLARATIONS DIVERSES

Le propriétaire du fonds servant déclare :

- Qu'à sa connaissance l'immeuble n'est grevé, du chef des précédents propriétaires, d'aucune servitude autre que celle pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, des lois ou règlements d'urbanisme ou des titres de propriété antérieurs et qu'il n'a personnellement créé, ni laissé acquérir aucune servitude nouvelle sur l'immeuble,
- Que l'immeuble est libre de toute hypothèque et de tout privilège.

ARTICLE 13 : DELIVRANCE DES EXPEDITIONS

Une copie dudit acte sera remise aux parties après publication

ARTICLE 14 : FRAIS ET DROITS

Les frais et droits des présentes resteront à la charge de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, qui s'y oblige.

ARTICLE 15 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente et de la suite, les parties font élection de domicile en la Métropole Toulon Provence Méditerranée sus visée.

ARTICLE 16 : DEPOT DE LA MINUTE

La minute du présent acte sera déposée aux archives de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 17 : AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que la présente servitude est consentie à titre gratuit ; elles reconnaissent avoir été informées des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

ARTICLE 18 : PUBLICITE FONCIERE - POUVOIRS

Une expédition de la présente sera publiée au Service de la Publicité Foncière compétent.

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les parties agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ou à tout autre représentant qu'elles désigneraient, à l'effet de faire et signer toutes déclarations, dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs de la présente, dans le but de mettre cette dernière en concordance avec le fichier immobilier, les documents cadastraux et d'état civil.

La présente convention de travaux et de servitude sera officialisée par la signature d'un acte authentique officialisant l'établissement de cette servitude de passage en tréfonds et sera publié au service de la publicité foncière compétent.

ARTICLE 18 : CERTIFICATION D'IDENTITE

En application des décrets n° 98-516 du 23 juin 1998 et n° 98-553 du 3 juillet 1998, Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soussigné, certifie que l'identité complète et les pouvoirs des parties dénommées tels qu'ils figurent en tête de l'acte lui ont été régulièrement justifiés.

DONT ACTE

Fait et passé les jour, mois et an susdits ;

Cet acte comprenant :

- Lettre(s) nulle(s) :
- Blanc(s) barré(s) :
- Ligne(s) entière(s) rayée(s) nulle(s) :
- Chiffre(s) nul(s) :
- Mot(s) nul(s) :
- Renvoi(s) :

Après lecture faite, les parties ont signé la présente convention.

Lu et approuvé,

A LA SEYNE SUR MER , le
Le maire de La Seyne sur Mer,

à TOULON , le
Le président de la Métropole T.P.M.,

Nathalie BICAIS

Jean-Pierre GIRAN

Pièces Jointes :

- ANNEXE 1 : Plan de la localisation de la canalisation et de la voie d'accès au bassin de rétention
- ANNEXE 2 – Constat d'huissier

